

ÉDUCATION. Hier matin, le collège Bucaille-Charcot de Cherbourg a été fermé après un message menaçant

Alerte à la bombe et menaces d'attentat au collège

UN ÉTABLISSEMENT scolaire inhabituellement vide. Hier matin, aucun élève n'était présent au sein du collège Bucaille-Charcot, à Cherbourg-en-Cotentin, en raison d'une alerte à la bombe et de menaces d'attentat reçues mercredi soir.

« À 22 h, le principal a pris connaissance d'un message envoyé sur l'ENT (Environnement numérique de travail, NDLR) à 20 h 57 », retrace Stéphane Vautier, directeur académique de la Manche, au cours d'un point presse organisé au pied levé, hier matin, dans l'enceinte du collège.

« Ce message était menaçant, laissant penser qu'il pouvait y avoir une bombe dans l'établissement. Il comportait également une pièce jointe, une vidéo choquante.

STÉPHANE VAUTIER
Directeur académique de la Manche

« Le message ne donnait pas d'éléments contextuels ni géographiques, et ne précisait pas non plus le nom de l'établissement, complète Stéphane Vautier. Il s'agit d'un message générique, comme d'autres en France ont pu recevoir. » Sans donner davantage de détails sur le contenu. Le nécessaire a été fait pour que l'ENT soit bloqué jusqu'à nouvel ordre afin qu'aucun élève n'ait accès à ce message, dont 60 personnes



→ Stéphane Vautier, directeur académique de la Manche, et Pascal Marie, principal du collège Bucaille-Charcot, à Cherbourg-en-Cotentin, lors d'un point presse organisé hier matin.

ont été destinataires. « Néanmoins, pendant l'heure entre l'envoi et la réception du message, nous ne savons pas combien d'élèves en ont pris connaissance, et encore moins s'ils ont téléchargé la vidéo », indique le directeur académique.

Quand et comment rouvrir le collège ?

Une enquête a été ouverte pour déterminer comment l'ENT a été pénétré, mais la piste du piratage d'un compte personnel serait privilégiée.

Après avoir pris connaissance de l'alerte, Pascal Marie, principal de Bucaille-Charcot,

a immédiatement contacté la police, qui, elle, s'est rapprochée de la préfecture et des services spécialisés.

Dès 6 heures du matin, hier, les forces de l'ordre étaient présentes pour organiser une levée de doute d'une durée de deux heures afin que les élèves puissent réintégrer le collège à 14 h, selon l'emploi du temps habituel. « Après vérification, salle par salle, les forces de l'ordre ont confirmé que l'établissement était sauf », rassurait Stéphane Vautier.

Des messages ont été rédigés en ce sens et envoyés aux professeurs ainsi qu'aux parents d'élèves. Les enseignants étaient conviés à 13 h 15 pour rencontrer le principal et préparer la prise en

charge des élèves avec les équipes mobiles de sécurité de l'académie, venues en renfort. À 14 h, Pascal Marie a expliqué les faits des dernières heures à tous les collégiens, en insistant sur le fait que l'établissement n'avait pas été directement nommé, mais qu'il avait été nécessaire de prendre des précautions.

Une cellule d'écoute ouverte

Ce moment a aussi été l'occasion d'évoquer les problèmes de sécurité sur l'ENT, la nécessité de changer les mots de passe et d'accorder une attention plus particulière aux destinataires du message. « Il y aura des entretiens un peu plus

fins avec les élèves de cette classe, pour savoir si eux-mêmes ont eu connaissance de ce message ou de cette vidéo », concluait le directeur académique de la Manche.

Il est conseillé aux parents d'élèves ainsi qu'à toute l'équipe éducative d'être attentifs aux réactions des collégiens.

Une cellule d'écoute, composée d'un psychologue et d'un infirmier, a été déployée hier après-midi, et sera en veille pour le reste de la semaine, pour répondre aux questions et prendre en charge les élèves qui pourraient être perturbés par la situation.

Solène FALAISE

3 lycées

Ces derniers mois, d'autres établissements scolaires du département de la Manche ont également été la cible d'alerte à la bombe : les lycées Lebrun et Thomas-Pesquet, à Coutances, le 6 novembre 2023, ainsi que le lycée Alexis-de-Tocqueville, à Cherbourg-en-Cotentin, le 13 novembre 2023.

« Tout mon soutien aux collégiens et au personnel de l'établissement dans ce moment d'inquiétude.



JEAN MORIN

Président du conseil départemental de la Manche, qui a réagi sur X (ex-Twitter).

Les élèves ont retrouvé leur établissement

LES COURS ont repris à 14 heures précises au collège La Bucaille-Charcot après la mise en sécurité du site le matin par les autorités. Les collégiens ont patiemment attendu la réouverture de leur établissement, sous le contrôle de deux surveillants. Les quelques élèves avec lesquels nous avons pu échanger, ne se disaient guère inquiets à quelques minutes de passer l'entrée.

« Mes parents ont reçu le message ce matin par texto indiquant que le site était fermé pour des raisons de sécurité, que les cours allaient reprendre vers 14 heures après une levée de doute des services de police, explique Adam, élève de 4e. Ce n'est que dans la matinée que j'ai appris, par des copains, que c'était en fait lié à une menace d'attentat par internet. Mais je ne m'inquiète



→ Les élèves ont retrouvé hier leur établissement à 14 heures.

pas. » « Je suis venu ce matin à 8 heures de La Glacière et c'est en arrivant sur place qu'on a découvert que le collège était fermé, explique Loïs, élève de 5e, qui a rebroussé chemin. Concernant les menaces, je ne me suis pas posé de question. Je pensais qu'il

s'agissait d'un simple canular. » « C'est pas malin, assure cet autre collégien cherbourgeois qui vient d'être déposé par un parent. Ils n'ont vraiment rien d'autre à faire ».

L. A.

Ce que l'on sait des menaces d'attentat

UN JEUNE HOMME de 17 ans a été interpellé hier matin à Malakoff (Hauts-de-Seine) pour les menaces d'attentat qui ont visé 130 établissements scolaires, lycées et collèges dans toute la France. Des menaces transmises via les Espaces numériques de travail (ENT), accompagnées parfois d'une vidéo choquante de décapitation qui ont entraîné des évacuations, la suspension de cours ou la réinitialisation de l'outil permettant aux élèves et aux parents d'avoir accès aux devoirs, aux notes et à la vie de l'établissement scolaire.

L'interpellation a été menée par des policiers de l'Office de lutte anti-cybercriminalité (Ofac) de la police judiciaire, dans le cadre d'une enquête

dirigée par la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris. Le suspect « n'a pas encore été auditionné », a précisé le parquet.

323 menaces dans 44 départements

Au total, 323 menaces, dans 44 départements et 20 académies, ont eu lieu en France depuis le milieu de la semaine dernière, a indiqué hier le ministère de l'Éducation nationale. « Les premières attaques ont touché la messagerie ENT de 74 lycées dans la région Île-de-France. Après la constatation de ces menaces, l'administration aurait même décidé d'ouvrir « une cellule de crise et d'arrêter d'utiliser l'outil

numérique. Il n'a pas été relevé dans ces ENT d'intrusions par exploitation de failles ou de vulnérabilités de la sécurité des systèmes d'information. »

3 enquêtes

Trois enquêtes ont été ouvertes par la section de lutte contre la cybercriminalité pour « atteintes à un système de traitement automatisé des données mis en œuvre par l'État », « menaces de mort ou d'atteinte aux biens dangereuses pour les personnes à l'encontre d'un chargé de mission de service public » et « apologie du terrorisme au moyen d'un service de communication au public en ligne. »